

Deux Decennies De Politique Industrielle Au Maroc : Quel Bilan ?

Two Decades Of Industrial Policy In Morocco : What Has Been Achieved ?

Auteur 1 : AL ASSIMI Mohammed

AL ASSIMI Mohammed (Enseignant-chercheur)
Ecole Supérieure de Technologie / Université Ibn Tofail-Kenitra (Maroc)
Laboratoire des Sciences Economiques et Politiques Publiques (LSEPP)

Déclaration de divulgation : L'auteur n'a pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.

Conflit d'intérêts : L'auteur ne signale aucun conflit d'intérêts.

Pour citer cet article : AL ASSIMI .M (2023) « Deux Decennies De Politique Industrielle Au Maroc : Quel Bilan ? », African Scientific Journal « Volume 03, Numéro 21 » pp: 0055 – 0079.

Date de soumission : Novembre 2023

Date de publication : Décembre 2023



DOI : 10.5281/zenodo.10256718
Copyright © 2023 – ASJ



Résumé

Cet article s'interroge sur l'impact de la politique industrielle adoptée au Maroc ces deux dernières décennies sur la compétitivité de l'industrie marocaine, principalement les secteurs clés désignés comme une locomotive de développement de l'économie marocaine. A travers la mise en place de trois plans : Plan Emérence, le Pacte National pour l'Emergence Industrielle et le Plan d'Accélération Industrielle. Dans un contexte national, régional et international spécial. L'objectif principal consiste à faire une évaluation et une analyse de l'approche industrielle marocaine par la spécialisation dans les Métiers Mondiaux du Maroc. Moyennant un ensemble d'indicateurs de compétitivité durant la période 2005-2020. Aussi, de déterminer les facteurs qui encouragent et/ou ceux qui entravent la compétitivité de l'industrie marocaine. Cependant, les résultats obtenus, démontrent clairement que malgré les ressources mobilisées dans le cadre de la nouvelle politique industrielle. Le Maroc n'a pas encore consolidé une véritable politique industrielle capable de surmonter les contraintes structurelles à son développement. Exception faite pour les secteurs de l'Automobile et d'une façon moins importante le secteur de l'Aéronautique. Car, la compétitivité de l'industrie marocaine est compromise par des contraintes d'ordre institutionnel (climat d'affaire, limites de bonne gouvernance, compétitivité des PME...) et des contraintes d'ordre transversal (foncier industriel, la problématique du financement et d'accès au crédit, un système de formation non adapté au besoin de la compétitivité...etc).

Mots-clés : Politique industrielle, compétitivité, spécialisation, Métiers Mondiaux du Maroc.

Abstract

This article examines the impact of the industrial policy adopted in Morocco over the last two decades on the competitiveness of Moroccan industry, and mainly in the key sectors designated as the locomotive for development of the Moroccan economy. Through the implementation of three plans : Emergence Plan, National Pact for Industrial Emergence and the Industrial Acceleration Plan. In a special national, regional and international context. The main objective is to assess and analyze of the Moroccan industrial approach through specialization in Morocco's Global Trades. Using a set of competitiveness indicators. To analyze Morocco's industrial choices during this period, the results obtained and to highlight the strengths and weaknesses facing the industrial sectors analyzed during the period 2005-2020, we would also try to determine the factors which encourage and/or those which hinder the competitiveness of Moroccan industry. However, the results obtained clearly demonstrate that despite the resources mobilized under the new industrial policy. Morocco has yet to consolidate a genuine industrial policy capable of overcoming the structural constraints to its development. The exceptions are the automotive sector and, to a lesser extent, the aerospace industry. The competitiveness of Moroccan industry is compromised by institutional constraints (business climate, limits to good governance, competitiveness of SMEs, etc.) and cross-cutting constraints (industrial land, the problem of financing and access to credit, a training system not adapted to the needs of competitiveness, etc.).

Keywords : Industrial policy, competitiveness, specialization, World Trades of Morocco.

Introduction

Les efforts ayant été accomplis au Maroc dans le cadre des Plans Émergences, durant ces dernières années, méritent d'être relevés compte tenu de la dynamique qui a été déclenchée, et des mesures apportées par ces plans à l'industrie nationale et particulièrement, les Métiers Mondiaux du Maroc, dans un contexte international, régional et national spécial. Aussi de s'interroger sur l'impact de la nouvelle politique industrielle sur la compétitivité du secteur industriel. Cependant, l'évaluation de la compétitivité de l'industrie marocaine et la pertinence de la nouvelle politique industrielle, durant la période 2005-2020. Cette dernière, qu'a été marquée par la mise en place du Plan Émergence(PE) en 2005. Puis le Pacte National pour l'Émergence Industrielle (PNEI) en 2009 et le Plan d'Accélération Industrielle en 2014-2020 d'une part et l'entrée en vigueur de plusieurs accords de libre-échange, notamment, l'accord Maroc et l'Union Européenne, Maroc-USA, Maroc-Turquie et l'accord d'Agadir (Maroc, Tunisie, Egypte et Jordanie)... d'autre part et un contexte économique national marqué par un creusement du déficit de la balance commerciale, une corrélation étroite entre ce creusement et l'entrée en vigueur des ALE conclus par le Maroc. Ce déficit soulève la problématique de la compétitivité de l'industrie marocaine (l'offre exportable) en termes de produits à forte valeur technologique. D'où l'importance de faire une évaluation de la politique industrielle marocaine adopter au Maroc durant ces deux dernières décennies. À ce niveau, nous partons de la question fondamentale suivante : **Est-ce que les réformes adoptées au Maroc ces dix dernières années dans le cadre de la nouvelle politique industrielle, l'ont suffisamment préparée pour devenir compétitive et en mesure de se spécialiser dans des secteurs à rendement élevé et à forte valeur ajoutée ?**

L'objectif principal consiste donc à faire une évaluation de la nouvelle approche de la politique industrielle par la spécialisation dans les Métiers Mondiaux du Maroc moyennant un ensemble d'indicateurs de compétitivité. Par ailleurs, l'évaluation de la compétitivité de l'industrie dans le cadre de la nouvelle politique industrielle au Maroc, revient à mesurer la contribution de cette industrie au développement de l'économie nationale. À cet effet, notre positionnement épistémologique s'appuie sur une analyse interprétative purement qualitative, basée sur une étude de cas portant sur des secteurs industriels et sur certains indicateurs et grandeurs économiques. Car, le raisonnement que nous allons adopter est basé sur une méthode déductive ,qui va nous permettre de déduire un certain nombre de conclusions sur le niveau de compétitivité de notre industrie en égard des réformes qu'ont été adoptées ces deux dernières décennies, les facteurs déterminants de cette compétitivité, particulièrement, en termes de spécialisation sectorielle et géographique.

Au niveau de l'étude empirique, nous avons utilisé des données secondaires (des statistiques et des données établies par certaines institutions marocaines publiques et /ou privés) ainsi, que les rapports et études de quelques organismes internationaux spécialisés dans la question industrielle. Ainsi, notre analyse est basée sur les indicateurs les plus utilisés dans les rapports d'analyse économique pour évaluer la compétitivité industrielle. Certains sont traditionnels et autorisent une lecture directe, comme la production industrielle, la valeur industrielle, l'investissement industriel, les exportations industrielles, l'emploi industriel, le chiffre d'affaire à l'export et le taux de croissance annuel moyen (TCAM). Par contre d'autre permettent une décomposition qui nécessite des interprétations plus complètes qui doivent recouvrir plusieurs variables, comme le calcul et la décomposition de la variation de la part de marché au niveau mondial qui est considérée comme l'un des indicateurs les plus importants pour mesurer le niveau de compétitivité des exportations marocaines. En effet, l'analyse de la compétitivité de l'industrie marocaine nécessite l'étude de plusieurs paramètres, à savoir : le taux d'ouverture, le taux de pénétration, la structure des exportations, les produits dynamiques, les avantages comparatifs, la demande étrangère adressée au Maroc...etc.

Le présent article sera décliné en trois axes : le premier présentera le cadre théorique de la politique industrielle et un rappel du choix de politique industrielle au Maroc. Le deuxième axe sera consacré à l'évaluation de l'industrie marocaine à travers les principales grandeurs économiques. Tandis que le dernier axe analysera les résultats et la sous performance de l'industrie marocaine.

I. LA POLITIQUE INDUSTRIELLE : FONDEMENTS THEORIQUES

Dans la littérature, la politique industrielle se définit de plusieurs manières (Humbert, 1995), avec un accent particulier sur les différents aspects de l'intervention de l'État en appui à l'industrialisation. Il y a autant de définitions et d'explications de la politique industrielle que de points de vue relatifs à son opportunité. Le point central de ces définitions est la reconnaissance du fait que la politique industrielle comprend un effort délibéré de promotion de l'industrie en général ou des secteurs industriels spécifiques jugés importants pour la croissance économique et le développement en particulier. En effet, la politique industrielle selon Robinson .J. A, (2010) a été couronnée de succès dans le cas où les décideurs politiques, qui l'ont mise en œuvre, soit ont souhaité un décollage industriel, soit ont été forcés de s'engager dans cette voie en raison des incitations engendrées par les institutions politiques.

Ainsi, Reich. R, (1997) a défini la politique industrielle comme une série d'actions gouvernementales conçues pour appuyer les industries qui ont des potentialités majeures en termes d'exportations, de création d'emplois et d'appui à la production des infrastructures.

Une autre définition de la politique industrielle a été donnée par Ha-Joon Chang (2006) qui considère les politiques industrielles comme « des actions gouvernementales visant à appuyer la stimulation de la production et les capacités technologiques dans les industries jugées stratégiques pour le développement national ». Cette définition implique que les gouvernements essaient de faire une distinction entre les activités, les secteurs et les agents. Elle implique également que la distinction est basée sur l'idée selon laquelle les activités, les secteurs et les agents privilégiés sont plus susceptibles que d'autres de favoriser le développement économique. Car, le territoire est considéré comme un moteur de développement d'après Courlet, (2007). En effet, si la proximité occupe une place importante dans l'industrie marocaine, le territoire n'a qu'une place modeste dans notre politique (Piermay, 2011).

Cependant, une analyse au niveau du paysage économique mondial indique que tous les pays qui se sont industrialisés ont réussi à s'industrialiser en adoptant des politiques et des programmes généralement financés par l'état pour les aider à passer de la production des matières premières et des activités à rendements décroissants (concurrence parfaite) à des activités à rendements croissants (concurrence imparfaite). Par conséquent, un aspect important de la politique industrielle est qu'elle est sélective en matière d'activités économiques. Elle fait de la discrimination et sélectionne de certaines industries et secteurs, et elle est spécifiquement conçue pour chaque industrie ou secteur choisi sur un territoire national donné (Kwabena Nyarko Otoo ,2013). C'est pour cette raison que les politiques industrielles ont été perçues comme des efforts de l'état visant à créer des gagnants et des perdants. Le consensus qui se dégage autour de la politique industrielle est que, en elle-même, elle est susceptible d'être moins efficace dans la construction d'une base industrielle durable pour une économie. Elle doit être considérée comme composante d'une stratégie plus globale de développement qui se focalise sur l'amélioration de l'accumulation de capital et de savoirs (Cheval, 1983). Les politiques industrielles doivent alors être perçues comme prenant en compte toutes les politiques conçues pour appuyer l'industrie, y compris des mesures fiscales et monétaires incitatives pour des investissements, des investissements publics et des programmes publics, des mesures incitatives pour l'investissement dans la recherche et développement, des programmes clés de création de « géants » dans des secteurs stratégiques, et des politiques d'appui aux petites et moyennes entreprises. Les politiques industrielles du passé avaient du mal à trouver leur justification dans le cadre de la théorie standard qui rejette systématiquement l'intervention de

l'État. En effet, cette théorie estime l'intervention de l'État ne se justifie qu'en cas « d'imparfaite allocation des ressources par le marché ». Certain auteur (Morvan, 1991) estime dans ce sens qu'il y a absence de fondement logique de toute politique industrielle. Selon lui la politique industrielle ne devrait pas exister. Conçue comme un ensemble de relation entre l'État et l'industrie, elle ne devrait pas avoir sa place dans un système économique réglé par les mécanismes de marché, organisé selon les lois de la concurrence et dominé par le dogme de la propriété privée ». Ainsi, la pensée défensive soutient l'idée de l'intervention en tant que mesure correctrice des échecs de marché. La définition de l'économiste De Bandt J (1993) résume cette approche. « Les échecs de marché tendent à se généraliser. Les solutions cherchant à les réduire dans le cadre de la logique du marché ne sont pas satisfaisantes. Il en résulte des exigences accrues de politique industrielle ».

Quant à l'approche offensive elle qualifie la politique industrielle comme active et agressive (Bellon et Niosi.1995) donnent une nouvelle dimension à la politique industrielle, cette dernière est matérialisée par l'ensemble des actions publique ayant pour objectif d'agir directement ou indirectement sur la création, le développement et la diffusion de la production industrielle et de générer à long terme des avantages construits dans le cadre des mécanismes de marché. Ces actions peuvent être plus ou moins explicites ou sélectives, avec ou sans accompagnement financier, mais elles sont d'abord déterminées par leur capacité à édicter les règles d'organisation et de comportement permettant des formes de coopération stratégique explicite ou implicite (Van Ha Nguyen ,2011). Elles sont appliquées à des processus précis, au profit des cibles précises. Autrement dit, « l'indifférenciation » ou la « neutralité » éventuelle des politiques industrielles s'exerce toujours à l'intérieur d'un ensemble de choix politiques qui sont par nature, ni indifférenciées ni neutres » (Niosi. J et Bellon. B, 1995). C'est cela qui est censé assurer les conditions les plus favorables à l'industrie nationales sans que pour autant les autorités publiques définissent un projet d'ensemble sur ce que devraient être les structures et l'évolution de l'industrie et une stratégie comportant des interventions coordonnées pour réaliser ce projet. Cet ensemble de politiques distinctes constitue des stratégies de suppression des bons fonctionnements naturels des marchés. À chacune correspond en fait une catégorie d'entraves et c'est de la distinction de ces catégories d'entraves que résulte la distinction entre des politiques qui sont cependant toutes destinées à assurer l'efficacité des marchés et par voie de conséquence assurer la performance de l'industrie, même si seule la dernière reçoit le nom de politique industrielle . Billote, (1997) considère dans ce sens que «les développements récents de la théorie des échanges intègrent les développements de l'économie industrielle et notamment l'impact du changement technique et sa performance.

En effet, une autre approche (l'économie géographique) montre que les pouvoirs publics peuvent modifier les choix des implantations, car la localisation géographique des entreprises dépend de plusieurs facteurs, parmi lesquels les relations interindustrielles et l'importance des externalités. Dans le cas des activités intensives en connaissances, polarisées dans quelques régions, la mondialisation de la production des connaissances par les grands groupes est motivée par la recherche de l'excellence technologique. Au-delà des activités de recherche-développement, les entreprises recherchent des territoires riches en infrastructures de transport et de télécommunications et fiscalement compétitifs et des territoires avantagés en terme de capital humain et de compétences (Demazière, 2006).

Notre analyse dans cet article va nous permettre de prendre connaissance des initiatives prises par les pouvoirs publics pour soutenir la compétitivité au sein de leurs territoires. Toutefois, notre objectif n'est pas d'établir un historique de l'action publique en la matière mais de présenter, de manière synthétique, le cadre d'intervention des acteurs publics.

Concernant l'initiative publique au Maroc, l'État rencontre un certain nombre de difficultés dans la prise de décision et la mise en œuvre de ses actions dans l'économie. En effet, l'expansion continue du commerce mondial, la globalisation financière, l'extension de la sphère du marché, la montée de l'incertitude constituent autant de contraintes qui ont modifié les politiques monétaires ou budgétaires nationales. Si l'objectif de compétitivité recherché par notre pays peut prendre la forme de mesures nationales (fiscalité, création des plates-formes, des organismes nationaux, etc.) il débouche également sur une mise en valeur des territoires, car ces politiques ne visent pas seulement l'équité territoriale mais la valorisation des spécificités et des potentialités économiques existantes. En fin, pour résoudre le problème de l'asymétrie de l'information, on peut évoquer l'importance de la théorie des incitations pour la politique industrielle est qu'elle permet aux pouvoirs publics d'élaborer une politique d'incitation à la coopération entre les différentes institutions des systèmes productifs. Aussi, elle permet d'étudier les mécanismes par lesquels les pouvoirs publics peuvent influencer l'efficacité des coopérations industrielles en général et celles dans le domaine de la recherche-développement en particulier. En effet, avec le renchérissement des nouvelles technologies, le niveau de coopération nécessaire ne cesse de croître et il devient de plus en plus nécessaire de mettre en commun des moyens financiers et des compétences complémentaires des agents en matière de recherche. Le marché n'étant pas capable d'assurer cette incitation du fait de l'existence des externalités positives, l'État doit donc favoriser la coopération entre les firmes (Baudry B, 1993).

Après avoir présenté les principales approches théoriques de la politique industrielle, on va présenter un rappel des choix de la politique industrielle marocaine de l'avant PAS à nos jours, les réformes adoptées et les conséquences de ces stratégies sur le redéploiement de la politique industrielle marocaine, en vue de les analyser en terme d'objectifs, d'instruments et de conditions de réussite ultérieurement.

II. RAPPEL DES CHOIX DE LA POLITIQUE INDUSTRIELLE MAROCAINE

Au Maroc deux périodes peuvent être distinguées : de l'indépendance à l'application du Programme d'Ajustement Structurel et de l'après PAS à nos jours. Car, le Maroc a choisi au lendemain de son indépendance, une politique industrielle basée sur la substitution aux importations qui lui a permis de développer une industrie légère de biens de consommation. Ainsi, l'interventionnisme des années soixante, qui avait pour objectif de doter le Maroc d'un système industriel ancré sur le marché intérieur, a montré ses limites et notre économie a été marquée par d'importants déséquilibres économiques et financiers. Toutefois, il a été amené, à partir des années quatre-vingt, dans le cadre de la politique d'ajustement structurel, à abandonner ce choix, au profit d'une stratégie, axée sur la promotion des exportations, la libéralisation du commerce et l'encouragement du secteur privé. Cette stratégie de promotion des exportations traduit la volonté des pouvoirs publics d'amorcer une nouvelle dynamique industrielle au Maroc. Or, le choix de la promotion des exportations n'allait-il trouver que des applications limitées, liées à la valorisation des ressources agricoles ou minières suivies, grâce à des mesures de soutien, par des produits d'activités exportatrices de sous-traitance, notamment, l'industrie de Textile et Cuir. Ainsi, et suite au ralentissement de la dynamique d'ouverture au début des années quatre-vingt-dix et l'absence d'une politique industrielle après le PAS.

Cependant, la deuxième phase (de l'après PAS à nos jours) a été marquée par un passage du paradigme d'internalisation à celui de la mondialisation et de l'avantage comparatif à l'avantage compétitif. En effet, durant les années quatre-vingt-dix et les années deux mille, la déprotection va se révéler contraignante pour les industries bâties dans le cadre de l'import-substitution. Ce qui va donner un coup de fouet aux importations, annuler les progrès réalisés par la politique de promotion des exportations, et rendre endémique encore une fois le déficit commercial. La question de la compétitivité de l'industrie marocaine est demeurée entière, comparativement à des pays du même niveau de développement (Jordanie, Malaisie, Tunisie) mais plus performants à l'export. Ainsi, l'économie marocaine est engagée dans une ouverture. Un choix stratégique irrévocable, concrétisé dans la série d'accords de libre-échange que la Maroc a conclus avec l'Union Européenne, les pays membres de l'Association Européenne de Libre-échange

(AELE), avec les Etats-Unis d'Amérique, la Turquie et les pays formant la quadrilatérale d'Agadir, en l'occurrence la Tunisie, l'Egypte et la Jordanie. Cette ouverture de l'économie marocaine et l'exacerbation de la concurrence internationale vont mettre l'industrie marocaine face à des véritables défis et soulèvent la problématique de la compétitivité de l'industrie marocaine, comme en témoigne l'aggravation du déficit de la balance commerciale et font ressortir les limites de l'articulation insuffisante entre politique industrielle et politique commerciale. En parallèle, le Maroc s'est engagé dans une politique promotionnelle qui cherche à faire des investissements directs étrangers (IDE) dans le secteur industriel principalement un support stratégique de croissance économique. Les différents accords de libre-échange signé par le Maroc constituent une occasion pour drainer un flux des investissements étrangers. Pour faire face aux retombées principalement économiques de ces accords, les pouvoirs publics ont mis en place dès 1997 un programme de mise à niveau dans le but de sauvegarder et consolider les acquis de l'industrie marocaine et de renforcer sa compétitivité globale.

Ainsi, le Maroc a mis en place plusieurs réformes pour améliorer la compétitivité de l'économie marocaine, elles concernent entre autres la réforme du climat des affaires, la charte d'investissement et celle de la PME, réformes fiscales, réglementation de la concurrence, réforme du système bancaire et financier, l'amélioration de la gouvernance publiques, basée essentiellement sur la privatisation des entreprises publiques et la réforme de l'administration des douanes, la modernisation de la législation du travailetc. Ces réformes structurelles ont amélioré relativement la performance de l'économie marocaine, mais le déficit commercial a continué sa dégradation. Face à l'aggravation du déficit commercial et pour maîtriser les effets de l'ouverture de l'économie et relancer la politique de mise à niveau afin que la Maroc puisse se positionner dans les échanges mondiaux et faire face à la concurrence mondiale. L'État va lancer à partir de 2005 une nouvelle politique industrielle «Plan Émergence », en 2009 le « Pacte National pour l'Émergence Industrielle » et en 2014 « Plan d'Accélération industrielle ». Cette nouvelle orientation de la politique industrielle a comme principaux objectifs : attirer de nouveaux investissements industriels au Maroc, développer les secteurs désignés comme moteurs de croissance et dans lesquels notre pays dispose d'un avantage compétitif, intitulés « Métiers Mondiaux du Maroc » à savoir : l'automobile, l'électronique, l'aéronautique, l'offshoring, l'agroalimentaires, le textile et cuir...etc. Et réorienter les exportations vers les marchés à forte expansion. Cette nouvelle stratégie industrielle, formulée sur la base d'un diagnostic éclairant sur la réalité du tissu industriel et sa place dans l'économie nationale, repose également sur la mise en place des plates-formes intégrées (P2I), la relance des piliers existants et l'accélération de la modernisation compétitive. L'objectif principal étant de

transformer le positionnement naturel du Maroc, basé sur la proximité géographique et la disponibilité d'une main d'œuvre bon marché, à un positionnement stratégique basé sur la logistique et l'offre compétitive. À cet effet, l'amélioration de la compétitivité de l'industrie marocaine est un enjeu prioritaire pour le développement économique de notre pays. Cependant, le Maroc a accompli beaucoup d'efforts et a pris plusieurs mesures importantes dans le cadre la nouvelle politique industrielle, en vue d'enclencher une dynamique du secteur industriel, afin de jouer un rôle de levier de croissance et de développement de notre économie. À cela s'ajoute une batterie de mesure en matière du commerce international et d'attraction des investissements directs étrangers (IDE). Car, le nouvel impératif de la politique industrielle aussi bien dans les pays développés que dans les pays en développement est le renforcement de l'attractivité d'un pays vis-à-vis des investissements étrangers. Il vient s'ajouter à celui plus ancien de la compétitivité. Ces deux concepts sont la mesure où une économie compétitive est aussi attractive. Ainsi, l'efficacité d'une politique industrielle dépend d'une politique nationale d'attraction des investissements directs étrangers conforme aux objectifs de développement du pays et de l'amélioration de sa compétitivité. En effet, la nouvelle stratégie industrielle considère dans cette perspective les IDE comme un facteur et un levier d'émergence et de modernisation technologique. D'où l'importance accordée par le Plan Émergence à la nécessité d'adapter l'organisation institutionnelle en matière d'attraction des Investissements Directs Étrangers, d'amélioration du climat d'affaires et de renforcement de la compétitivité des entreprises. Pour une nouvelle accélération du développement industriel en capitalisant sur les réalisations et les acquis du Plan Émergence, le Gouvernement marocain a lancé en avril 2014 un programme d'accélération industrielle 2014-2020 qui vise à donner une nouvelle impulsion à l'ensemble du secteur industriel en maintenant le cap des nouveaux Métiers Mondiaux du Maroc et d'intégrer les autres filières traditionnelles de notre tissu industriel. Le nouveau plan s'appuie sur un ensemble de mesures et d'actions portant, notamment, sur le développement de la logique d'écosystèmes autour de grands donneurs d'ordre et de la compensation industrielle qui vise à renforcer l'investissement, à monter en valeur dans les filières et à améliorer la balance des paiements en favorisant les achats de produits ou services auprès du tissu local. Ce plan vise, également, à renforcer l'accompagnement de l'informel vers le formel avec la mise en place d'un dispositif complet d'intégration de la TPE, qui inclut la création d'un statut de l'autoentrepreneur, un volet fiscal adapté, une couverture sociale, un accompagnement et un financement dédiés. De même, la qualification des ressources humaines et l'amélioration de la compétitivité des PME constituent des axes prioritaires à même de faire face à l'enjeu de l'adéquation des compétences avec les besoins réels des entreprises et l'émergence de PME

novatrices et compétitives. En matière d'instruments d'appui, le plan sera doté d'un fonds d'investissement industriel public (FDI) d'une enveloppe de 20 milliards de dirhams à l'horizon 2020 visant à permettre au tissu industriel de se consolider, de se moderniser et de développer sa capacité de production locale. Autour du FDI, six dynamiques sont mises en œuvre pour soutenir la réforme industrielle avec la mobilisation de 1000 hectares de foncier public locatif, l'engagement du secteur bancaire pour soutenir activement l'industrie, la refonte du système de garantie publique aux PME, la refonte de la Charte de l'investissement ainsi que le regroupement des outils d'appui et de promotion.

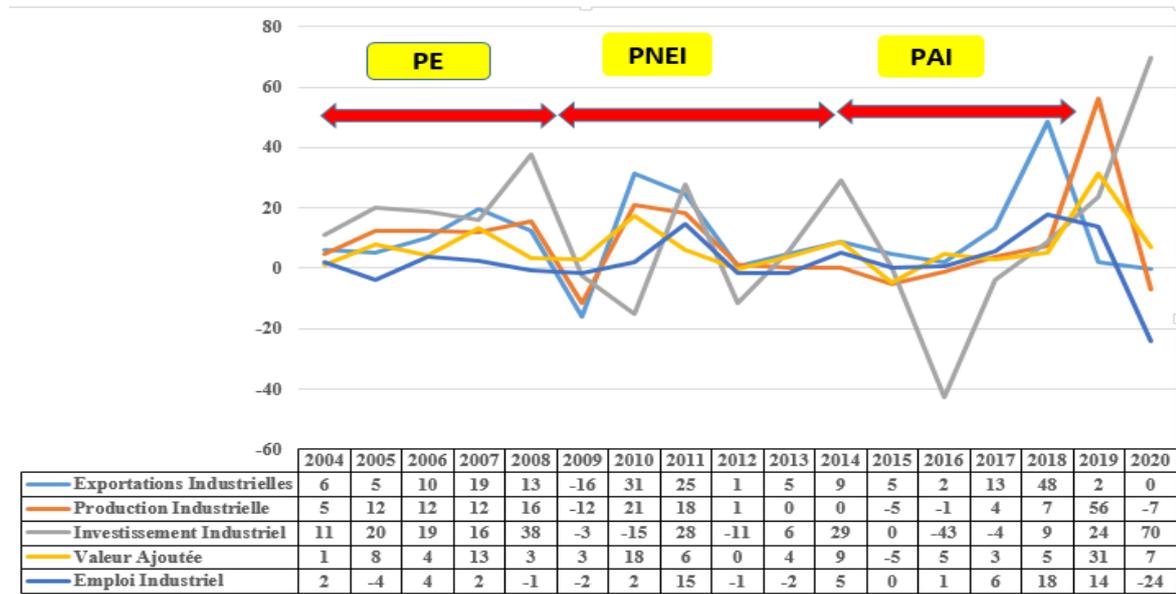
III. ÉVALUATION DE L'INDUSTRIE MAROCAINE A TRAVERS CERTAINS INDICATEURS

Ce paragraphe présentera une évaluation des principales grandeurs économiques de manière générale, avant d'analyser d'une manière détaillée la compétitivité des principaux secteurs de l'industrie marocaine, à travers l'analyse des grandeurs économiques. Par ailleurs, l'étude de la compétitivité de l'industrie marocaine nécessite l'analyse de plusieurs autres paramètres, à savoir : le taux d'ouverture, le taux de pénétration, la structure des exportations, les produits dynamiques, les avantages comparatifs, la part de marché, la demande étrangère adressée au Maroc...etc.

III.1 Aperçu au niveau global

La figure N°1, montre que la situation industrielle au Maroc a connu, de manière générale, une évolution relativement positive durant la période 2005-2020, exception faite de l'année 2009, marquée par l'impact de la crise financière internationale. Cette situation est appréhendée à travers l'analyse de l'évolution d'un certain nombre de grandeurs économiques relatives à l'industrie marocaine, notamment, la production industrielle, les exportations industrielles, l'investissement industriel, la valeur ajoutée et la création d'emplois.

Figure N° 1 : Évolution des principales grandeurs économiques relatives aux industries de transformation au Maroc entre 2004 et 2020 (En pourcentage)



Source : Données du Ministère de l'Industrie, du Commerce, de l'Investissement et de l'Économie Numérique, élaboration de l'auteur.

Ainsi, le taux de croissance annuel moyen (TCAM) affiché par les principales grandeurs économiques durant la période 2005-2020, comme le montre le tableau ci-dessous (N°1), donne le constat suivant :

Tableau N°1 : Le taux de croissance annuel moyen (TCAM) affiché par les principales grandeurs économiques durant la période 2005-2020

Grandeurs	TCAM
Exportations industrielles	5,4%
Production industrielle	5,9%
Investissement industriel	0,8%
Valeur ajoutée industrielle	5,4%
Emploi industriel	-3,2%

Source : Données du Ministère de l'Industrie, du Commerce, de l'Investissement et de l'Économie Numérique, calculs de l'auteur.

III.2 Évaluation des principales grandeurs économiques

Après avoir donné un aperçu sur la situation globale de l'industrie marocaine à travers un certain nombre de grandeurs économiques durant la période 2005-2020. On va procéder dans ce sous

paragraphe, à une analyse sectorielle de la compétitivité des principales filières de l'industrie marocaine. Ainsi, la présentation des secteurs industriels se fera selon une approche positive permettant d'analyser les secteurs en question, notamment, l'agroalimentaire, le textile et cuir, l'industrie chimique et para chimiques, l'industrie mécanique, l'électronique et électronique. En termes de leurs potentiels de croissance, d'emploi, d'exportations et de valeur ajoutée, tout en se référant à des statistiques et des indicateurs du ministère de l'industrie, de l'office des changes, du haut-commissariat au plan...etc. que nous avons collectés précédemment mesurant l'évolution de la compétitivité intrinsèque de chaque secteur.

III.2.1 Des exportations tirées par la performance de l'industrie automobile et des industries chimiques et parachimiques

Les exportations industrielles nationales ont plus que triplées depuis le lancement du plan émergence, enregistrant presque 228 milliards de dirhams en 2020 contre 125 milliards de dirhams en 2014 et 53,8 milliards de dirhams seulement en 2005, soit une hausse de presque de 351 %. Cette croissance importante s'explique par le développement essentiellement des Métiers Mondiaux du Maroc durant cette période et tirées principalement par la performance des industries chimiques et para chimiques (OCP) et de l'industrie automobile.

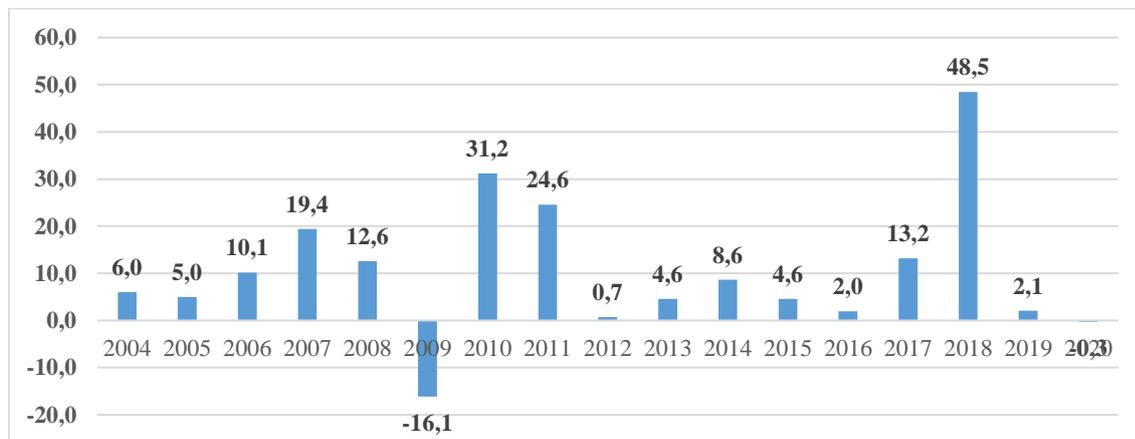
Une analyse de la structure des exportations industrielles nous a permis de constater une inversion des parts des exportations qu'a été dominée principalement par le secteur du textile (32%) et de la chimie et parachimie (28%) en 2005 au profit de l'industrie mécanique et métallurgique qui a enregistré une part de 45,3% en 2020 tirée par l'automobile, suivi du secteur de la chimie et parachimie avec 22%. Quant au secteur des industries agro-alimentaires il a enregistré une baisse de sa part, passant de 19,9 % à 14 % durant la même période. Puis le secteur du textile et cuir qui a enregistré une très faible variation ne dépasse pas 1% et a chuté, passant d'une part des exportations de 31,2 % en 2005 à 13 % seulement en 2020.

Ainsi, le taux de croissance annuel moyen des exportations industrielles durant cette période (2005-2020) est de 5,4 %. Exception de l'année 2009 qu'a été marquée par l'impact de la crise financière internationale¹. Car le meilleur taux 10,2% a été réalisé durant la période du PNEI (2010-2014) contre 5,1% entre 2005-2009 (PI) et seulement 0,8% (2015-2020) durant la période du Plan d'Accélération Industrielle. Cette dynamique des exportations s'explique principalement, par la performance remarquable enregistrée entre 2009 et 2014 des secteurs de l'automobile avec plus que 98, suivi par l'aéronautique avec +76%, et de l'Offshoring +70,2% ,

¹ Une baisse de 5% et une perte de près de 4 milliards de dirhams d'après le rapport du centre marocain de promotion des exportations, 2011.

l'agroalimentaire+11%. Contrairement aux performances relativement faibles des secteurs de l'électronique et du Textile durant cette période qui ne dépassent pas respectivement 4% et 2%. Il est a signalé que la concentration des exportations nationales par produit et par marché met à mal la position concurrentielle et compétitive du Maroc. En effet, malgré la libéralisation des échanges commerciaux du Maroc avec un ensemble des pays dans le cadre des Accords de Libre Échange, les exportations marocaines n'arrivent pas toujours à se diversifier ou à leur trouver de nouveaux débouchés géographiques, ce qui nous interroge sur le degré de compétitivité des produits exportés (à faible technicité et valeur ajoutée).

Figure 2 : Évolution des exportations industrielles au Maroc
Pour la période 2004-2010 (En%)



Source : Données du Ministère de l'Industrie, du Commerce, de l'Investissement et de l'Économie Numérique, calcul et élaboration de l'auteur.

III.2.2 Une évolution de la production industrielle

La production industrielle nationale a connu une progression soutenue durant la période 2005-2020, qu'à passer de 210 Milliards en 2005 à 593 Milliards de dirhams en 2020. Cette évolution est stimulée essentiellement par les Métiers Mondiaux du Maroc depuis le lancement de la première stratégie industrielle (Plan Émergence I) est en moyenne de 5% entre 2005-2009, mis à part la baisse enregistrée en 2009 (-12%) qui s'explique par l'effet de la crise financière internationale. Une tendance confirmée après la mise en œuvre du Pacte National pour l'Émergence Industrielle (PNEI) de 6,5 % entre 2010-2014 et une régression sensible durant la période 2014-2020 (PAI) avec un taux de croissance annuel moyen de 5,9%.

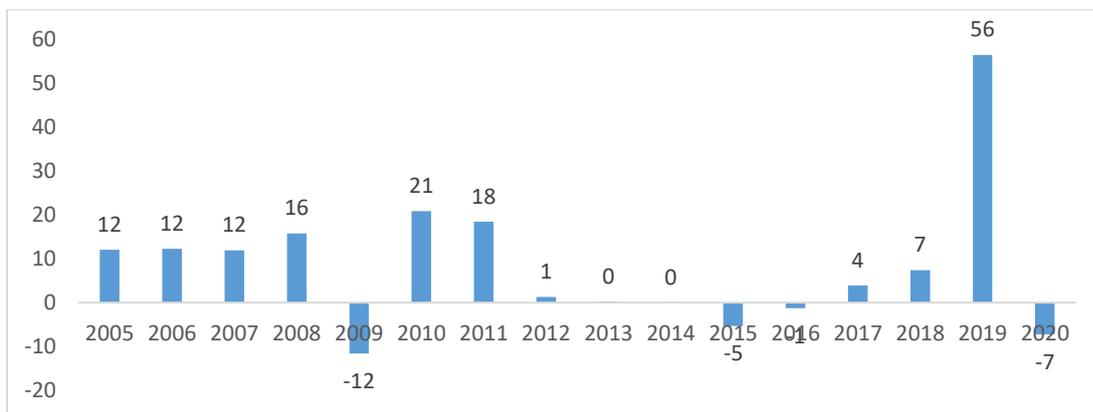
Par ailleurs, la variation de la production industrielle durant la période 2005-2020 a fait révéler que le secteur des industries chimiques et para chimiques domine le secteur industriel marocain

et celui qu'a connu la croissance de la production la plus importante avec presque 38 % de la production industrielle totale en 2005 contre 28 % en 2020. Suivi par les industries agroalimentaires qui représentent 27 % du total de la production industrielle en 2020 et les industries mécaniques et métallurgiques viennent en troisième position avec un pourcentage d'environ 26 % en 2020 contre 14,5 en 2005, ces trois secteurs seuls représentent presque 81 % de la production industrielle Totale au Maroc en 2020.

Quant au secteur de l'électrique et électronique qui a enregistré une amélioration sensible de presque 8 % en 2020 au lieu de 6,6 % en 2005. Puis le secteur de textile et cuir qu'a enregistré une chute de la production industrielle, soit de 12,3 % en 2005 à 6,1 % seulement en 2014 puis une reprise fluctuée durant la période 2015-2020 avec une moyenne de 13% .

Il faut noter que le profil de spécialisation du Maroc marqué par la prédominance des secteurs de la chimie parachimie est dû au rôle pionnier que joue l'OCP et de l'industrie automobile.

**Figure N°2 : Évolution de la production industrielle au Maroc
Entre 2005 et 2020 (En %)**



Source : Données du Ministère de l'Industrie, du Commerce, de l'Investissement et de l'Économie Numérique, calcul et élaboration de l'auteur.

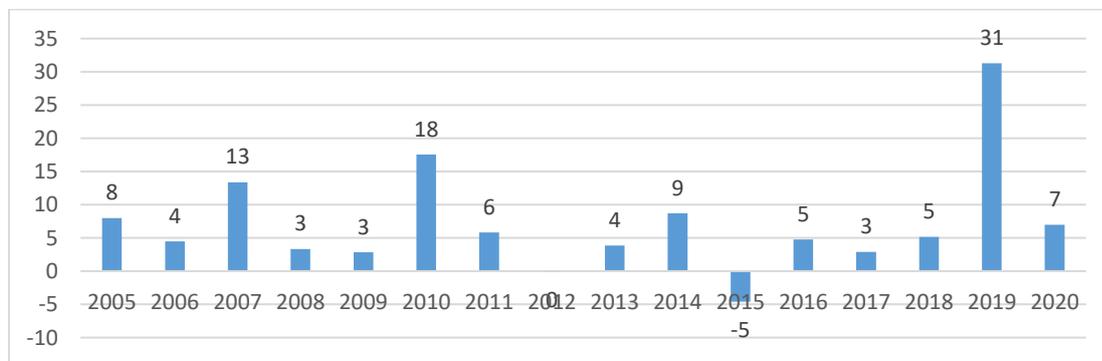
III.2.3 Une progression insuffisante de la valeur ajoutée industrielle

La valeur ajoutée industrielle dégagée par l'industrie marocaine a été de 171 223 milliards de dirhams en 2020 contre presque 113 milliards de dirhams en 2014 et 64 milliards de dirhams seulement en 2005, soit une augmentation annuelle moyenne de 5,41 % par an durant la période 2005-2020. La structure de la valeur ajoutée industrielle au Maroc par grands secteurs, représentant l'ossature de l'industrie nationale, n'a pas évolué de manière significative durant les trois ans après le lancement du Plan Émergence (2005-2008) ni après le lancement du PNEI en 2009 et reste relativement stable durant la période du lancement du Plan d'Accélération

Industrielle (2014-2020). À part les secteurs de de la Chimie-Parachimie et celui de l'agroalimentaire qui ont passées respectivement de 23 milliards à plus que 50 milliards de dirhams et de 19 à 37 milliards de dirhams entre 2005 et 2020. Ainsi que le secteur des industries mécaniques et métallurgiques qu'a enregistré une progression notable ces dernières années, passant de 7,9 milliards de dirhams en 2005 à 34,8 milliards de dirhams en 2020.

Ainsi, l'analyse de la variation de la contribution des secteurs à la valeur ajoutée totale a fait montrer que le secteur de la chimie et parachimie occupe la première place avec 32 % en 2020 contre 30% en 2005. Suivi par l'agroalimentaire avec 24 % en 2020 contre 30% en 2005. Quant à l'industrie mécanique et métallurgique, elle a enregistré un dédoublement de sa part durant cette période avec 22,4% en 2020 contre 12,4% en 2005. Suivi par l'industrie électrique et électronique avec environ 7% et en fin, le secteur de textile et cuir qu'a chuté et voir sa part de la valeur ajoutée a passée de 15,4% en 2005 à 7,1 en 2014 avant de progresser ces dernières années. De point de vue création de richesse, on note une progression insuffisante de la valeur ajoutée industrielle durant cette période (5,41 % par an), dont l'amélioration est attribuable à la dynamique des MMM principalement les deux secteurs clés l'automobile et l'aéronautique.

Figure N° 3 : Évolution de la valeur ajoutée industrielle entre 2005 et 2020 (En %)



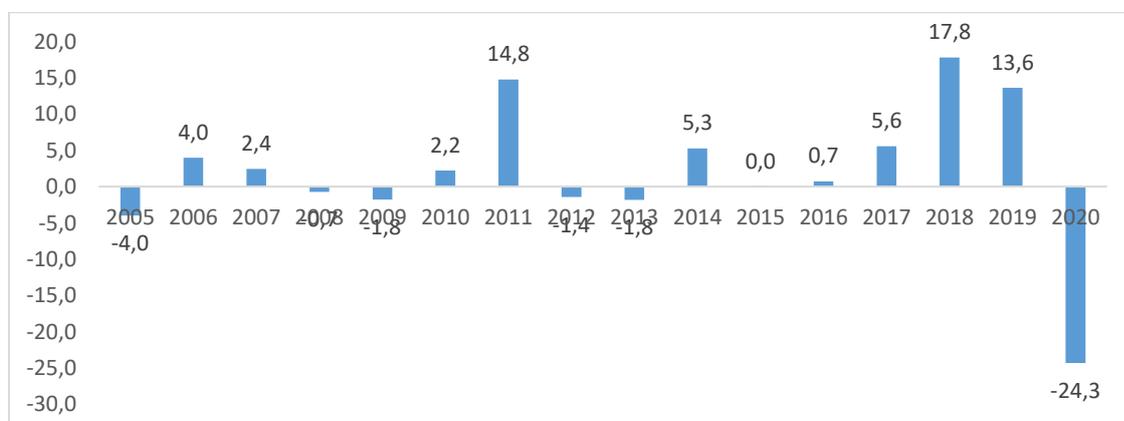
Source : Données du Ministère de l'Industrie, du Commerce, de l'Investissement et de l'Économie Numérique, calcul et élaboration de l'auteur.

III.2.4 Une amélioration limitée de la création de l'emploi industriel

Notre analyse concerne l'emploi industriel au Maroc depuis le lancement de la nouvelle politique industrielle en 2005 jusqu'à 2020, nous a permis de constater une amélioration généralement trop limitée de la création de l'emploi industriel durant cette période (Figure N°4). En effet, le nombre total se situe à près de 643578 personnes en 2020 contre 597 278 personnes en 2014 et 481 551 personnes en 2005. L'augmentation de l'emploi total moyen sur 15 ans n'a

été que de 162027 postes soit un taux de croissance annuel moyen de 2 % par an entre 2005 et 2009 (PE) et de 4% durant la période 2010-2014 (PNEI) avant que ce taux enregistre une chute libre négative de – 16% entre 2015 et 2020 (PAI) , cette régression s’explique principalement par l’impact de COVID 19 en 2020 (-24). Ainsi, les emplois créés dans les secteurs dynamiques sont perdus dans les secteurs en repli, notamment, dans le textile et cuir et l’agroalimentaire. Par ailleurs, le secteur des industries mécanique et métallurgique (secteur de l’automobile) reste le seul secteur qu’a enregistré une progression notable récemment, leur part à plus que tripler, passant de 54 318 personnes en 2005 à 252019 en 2020. Cependant, une comparaison avec la période avant le lancement du programme émergence, en se basant sur l’analyse des résultats d’une enquête menée par le Ministère de l’industrie en partenariat avec la Banque mondiale sur l’évaluation du climat de l’investissement au Maroc en 2005. La part moyenne de l’emploi permanent dans l’effectif total des employés dans l’industrie est passée de 85,3% durant la période 1996-2000 à 91,1% durant la période 2001-2006. Cet indicateur se situe à 72,5% pour le secteur agroalimentaire contre 97,2% pour l’industrie textile/cuir entre 2001 et 2006. Les secteurs de l’industrie du électrique/électronique (47,9%), agroalimentaire (38,8%) et chimique para chimiques (32,1%) ont contribué positivement à la création nette d’emplois permanents durant la période 2001-2006. Le secteur du textile a vu sa part dans la création d’emplois permanents diminuer pour enregistrer un taux négatif durant la période 2001-2006 (-32%) alors qu’il était le premier secteur générateur d’emplois au Maroc durant la décennie 1990 (66,1%). Généralement, le comportement de l’emploi industriel au Maroc ces dix dernières années se caractérise par une évolution en dent de scie, ce qui pose de façon récurrente la problématique de création/destruction de l’emploi dans le secteur industriel, et invite à distinguer entre les secteurs industriels créateurs de l’emploi et les secteurs qui en perdent.

Figure N°4 : Évolution de l’emploi industriel au Maroc entre 2005-2020 (En %)

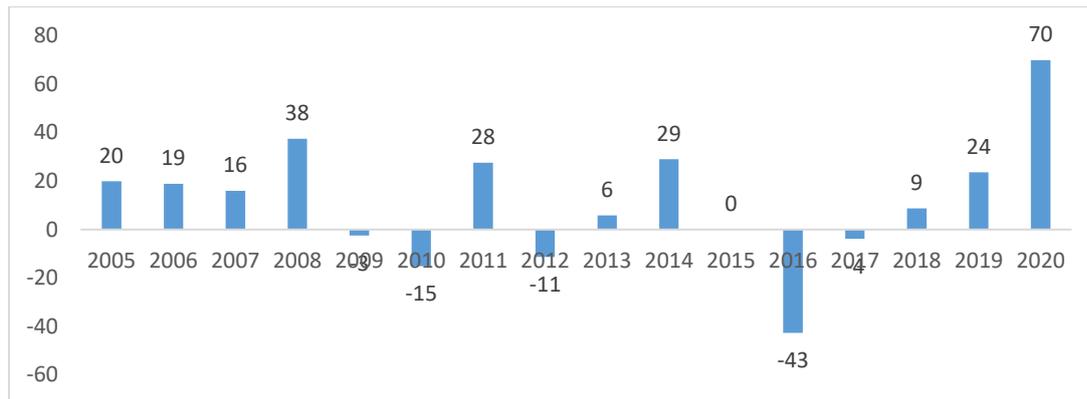


Source : Données du Ministère de l’Industrie, du Commerce, de l’Investissement et de l’Économie Numérique, calcul et élaboration de l’auteur.

III.2.5 Evolution moyenne des investissements industriels

L'investissement industriel total est passé de 13 milliards de dirhams en 2005 à presque 31,7 milliards de dirhams en 2014, soit une augmentation de presque 144 % durant cette période (2005-2014) et continue sa progression jusqu'au 2020 pour atteindre 40 Milliards de dirhams. Cette évolution notable a été marquée par le dynamisme de l'industrie chimique et para chimique, enregistrant presque 20,5 milliards de dirhams en 2014 (63,1% du total investissement) contre 5,3 milliards de dirhams en 2005 (malgré la conjoncture internationale difficile en 2009). Suivi par le secteur des industries agroalimentaires, passant de 2,9 milliards de dirhams en 2005 à 7,7 milliards de dirhams en 2014 et 10 milliards en 2020 (25 % du total investissement). De même, les industries métalliques et mécaniques ont enregistrés une progression des investissements durant cette même période, respectivement de presque 2,6 milliards de dirhams en 2005 à presque 9 milliards de dirhams en 2020 soit 22% du total investissement. Ces IDE stimulés essentiellement par les MMM (automobile, aéronautique, etc.). En revanche, les investissements dans le secteur des industries de textiles et cuir ont enregistrés une contreperformance durant la même période, passant de 1,6 milliards de dirhams en 2005 à 0,73 milliards de dirhams seulement en 2014, soit un taux de croissance (régression) annuel moyen négatif de -4,1% par an avant de reprendre une augmentation sensible avec l'implémentation du plan d'accélération industrielle. Il est signalé que la part de l'industrie dans les investissements directs étrangers, continue à attirer les investissements directs étrangers avec 26% du total du montant investi en 2012, 24% en 2011 et 18% en 2010. L'année 2012 a été marquée, essentiellement, par la forte performance du secteur automobile en matière d'attractivité des investissements directs étrangers (Renault-Nissan) dans la mesure où ce secteur a pour la première fois devancé les autres secteurs avec 26% du total des investissements directs étrangers implantés au Maroc. Ainsi, que l'installation en 2019 du constructeur automobile français Peugeot Citroën (PSA).

Figure N°5 : Évolution de l'investissement industriel entre 2005 et 2020 (En%)



Source : Données du Ministère de l'Industrie, du Commerce, de l'Investissement et de l'Économie Numérique, calcul et élaboration de l'auteur.

IV. DISCUSSIONS DES RESULTATS OBTENUS

Les résultats obtenus au niveau de notre analyse des principales grandeurs et indicateurs de compétitivité de l'industrie marocaine, durant la période 2005-2020, démontre clairement que le Maroc n'a pas encore consolidé une véritable politique industrielle capable de surmonter les contraintes structurelles à son développement. Exception faite pour les industries mécaniques tirées, principalement, par les bonnes performances du secteur de l'Automobile et d'une façon moins importante le secteur de l'Aéronautique.

Les résultats globaux tirés à travers l'analyse des principales grandeurs économique entre 2005 et 2020 restent mitigés et loin des résultats escomptés. Au niveau des exportations industrielles, une croissance importante a été constatée durant cette période, et qui s'explique par le développement essentiellement des Métiers Mondiaux du Maroc, tirées principalement par la performance des industries chimiques et para chimiques (OCP), l'industrie automobile et l'industrie aéronautique. En contrepartie, une très forte croissance des importations (presque le double des exportations), ce qu'a entraîné une aggravation du déficit de la balance commerciale (non seulement en valeur absolue mais aussi en poids relatif) 3% du PIB en 2005 contre 17% du PIB en 2020. Ce déficit est plus prononcé que dans d'autres pays émergents benchmarkés. En 2020, il représente 13% en Tunisie, 8% en Inde, 5 % en Turquie et 1% au Brésil.

Ainsi, le secteur industriel seul représente 60% du déficit global, traduisant une insuffisante d'industrialisation du Maroc au regard de ses besoins. Cependant, le déficit commercial du Maroc est synonyme de la difficulté de l'offre industrielle marocaine à se positionner sur le marché mondial, ce qui pose le problème de la compétitivité de l'offre marocaine.

Au niveau du marché domestique, la demande intérieure de biens et services est couverte de

manière croissante par les importations, au détriment de la production locale qui croît moins rapidement. Ainsi, le taux de couverture de la demande intérieure par les importations est passé de 32% en 2005 à 50% en 2020. Ce fort besoin en importations peut s'expliquer d'une part par le décalage entre le profil de la production nationale, concentrée sur des produits à faible valeur ajoutée et les besoins nationaux, portant de plus en plus sur des produits sophistiqués à forte valeur ajoutée. D'autre part, la qualité des produits « made in Morocco » perçue comme moyenne par les consommateurs par rapport à la concurrence étrangère, puisque plus de 66% des consommateurs marocains jugent le produit marocain de qualité moyenne.

Au niveau du marché international, en plus de la faible part du marché mondiale, on constate une stagnation de croissance sur la période 2005-2020. Cela démontre que l'offre marocaine n'a pas su tirer profit de la croissance des échanges mondiaux, à l'instar de pays tels que la Turquie (+0,25%) ou le Brésil (+0,38%). Cet état de fait est en partie dû à la faiblesse des échanges intra régionaux et à une diversification relativement faible des partenaires commerciaux (en 2020, presque les 2/3 des exportations marocaines sont à destination de l'Union Européenne,) zone ayant connu une croissance économique limitée ces dernières années. Mais la stagnation des parts de marché internationales du Maroc s'explique surtout par la fragilité du positionnement de l'offre marocaine à l'export.

Or, l'analyse comparative de la compétitivité-prix menée par l'institut royal des études stratégiques de l'offre Maroc sur quelques catégories représentatives de produits montre que le Maroc est généralement moins compétitif sur les prix que les pays comparables les plus performants : le différentiel de prix à l'export entre le produit marocain et le produit du pays concurrent le plus compétitif peut aller de 10% à 98% selon les produits et les secteurs considérés. En ce qui concerne l'évolution de la production industrielle durant la période 2005-2020, notre analyse a fait apparaître une progression relativement faible depuis le lancement du Plan Émergence en 2005. Cette progression s'est confirmée avec le lancement de pacte national pour l'émergence industrielle en 2009, malgré la régression enregistrée en cette année même (2009), qui s'explique par l'impact de la crise financière internationale. Ainsi, l'analyse de la composition de la production industrielle par grands secteurs durant la même période, fait ressortir une domination des secteurs de la chimie et parachimie (OCP), l'agroalimentaire et l'industrie métallique et mécanique (principalement le secteur de l'automobile et de l'aéronautique) avec 78% de la production totale. Parallèlement, la valeur ajoutée industrielle n'a pas évolué de manière significative, ni après le lancement du Plan Émergence 2005 ni après le lancement du PNEI en 2009 et même durant la période 2015-2020 dans le cadre du plan d'accélération industrielle. Le taux de croissance annuel moyen durant toute cette période

est d'environ 5,4 % par an. Cependant, la part de la valeur ajoutée industrielle du Maroc au niveau mondial reste faible entre 2005 et 2020 (entre 0,9% et 0,11%), ce qui confirme la relative industrialisation de notre pays. Cela découle d'une part aux contraintes pesant toujours sur la productivité et qui sont liées, entre autres, à l'environnement économique des entreprises (ressources humaines, problématique de financement, matières premières). À l'instar de la composition de la production industrielle, la valeur ajoutée industrielle est dominée par les mêmes secteurs (la chimie et parachimie, l'agroalimentaire et l'industrie métallique et mécanique) avec plus que 84% de la valeur ajoutée industrielle totale en 2020. Quant à l'investissement industriel, une progression insuffisante a été constatée durant cette période avec un TCAM de 1,17% entre 2005-2009, -4,91% entre 2010-2014 et 6% durant la période 2015-2020. Ces résultats réalisés restent loin des objectifs escomptés par les trois plans Emergences, et qui peuvent être s'expliquées par des contraintes d'ordre structurel qui continuent à handicaper son développement à l'image du foncier industriel qui constitue un véritable obstacle à l'investissement au point qu'il pousse des groupes étrangers à renoncer à leurs projets au Maroc. Par ailleurs, la part de l'industrie dans les investissements directs étrangers a enregistré une progression notable et a continué à attirer les investissements directs étrangers. Principalement dans les Métiers Mondiaux du Maroc. Cela confirme l'intérêt manifesté par les investisseurs étrangers quant aux projets d'investissements industriels, principalement, ceux prévus dans le cadre du Plan Émergence.

Concernant l'emploi industriel, le nombre total des emplois créés par le secteur pendant 15 ans est d'environ 162027 emploi seulement. Loin de l'objectif escompté par le plan émergence I qu'a prévoyait la création de 220 000 emplois sans comparaison avec les objectifs fixés par le PAI. Ainsi, son évolution durant cette période (2005-2020) se caractérise par une création d'emploi dans des secteurs et une perte d'emploi dans d'autres. En effet, un certain dynamisme d'emploi a été constaté au niveau des secteurs de l'automobile, de l'électronique et de l'aéronautique, contre une perte d'emploi dans le secteur de textile. Cependant, l'emploi industriel total qui a été gagné en création d'emplois dans les secteurs dynamiques a été perdu dans les secteurs en repli.

Par ailleurs, notre évaluation de la compétitivité de l'industrie marocaine au niveau macroéconomique durant la période 2005-2020, a révélé une hausse du taux d'ouverture. Cette tendance vers l'ouverture est plus accentuée à l'importation qu'à l'exportation, ce qui se traduit par un déficit de la balance commerciale du pays sur toute la période.

En parallèle, une augmentation du taux de pénétration, passant de 30,3% en 2005 à 44% en 2014 et à 40% en 2020, ce qui se répercute sur l'industrie marocaine. Cette situation peut être

s'expliquer par l'impact des accords de libre-échange que le Maroc a conclus, principalement, celui avec l'union européenne, vu le poids et l'importance de cet accord pour nos échanges extérieurs. Aussi, une croissance de la demande étrangère adressée au Maroc a été constatée durant cette période. Ce qui nous interroge sur le degré de compétitivité extérieure de nos exportations et l'impact de l'orientation géographique du commerce extérieur. Cela est confirmé par la stagnation de la part du marché marocain au niveau mondial (0,10% en 2005 à 0,11% en 2020).

En clos, malgré l'apport des trois plans (Plan Emergence 2005-2009, Pacte National pour l'Emergence Industrielle 2009-2014 et le Plan d'Accélération Industrielle 2014-2020) le modèle industriel marocain demeure vulnérable. Car, il se caractérise par une persistance des déficiences en termes des prérequis de base facilitant l'intégration des entreprises marocaines dans les chaînes de valeurs mondiales. Plusieurs contraintes limitent la contribution des entreprises industrielles dans la création de la valeur ajoutée industrielle à la croissance économique. D'où l'interrogation sur l'impact encore trop limité du plan émergence, du Pacte national pour l'Emergence Industrielle et du plan d'accélération industrielle sur l'industrialisation et la compétitivité globale du Maroc ?

Conclusion

« Aucun pays ne peut imaginer rester sur la trajectoire de croissance s'il perd son industrie et que le développement de l'activité industrielle, productrice de biens matériels, est essentiel quand on sait que plus de 70% des exportations et plus de 80% des dépenses de recherche et développement sont liées à l'industrie ». Cette citation de Gaffard, J- L. (2012) reflète des explications beaucoup plus approfondies de ce que nous croyons déjà sur l'importance de l'industrialisation. Il est vrai que le développement industriel est indispensable pour la modernisation du Maroc. Ce développement est intervenu suite à une série de réforme et mesures importantes qu'ont été déployées ces dernières années, en vue d'enclencher une dynamique de son secteur industriel appelé à jouer un rôle de levier de croissance et de développement de l'économie nationale. Nous avons vu que le Maroc a mis en place une diversité des stratégies et politiques industrielles adoptées au Maroc depuis l'indépendance jusqu'à nos jours. Malgré cette diversification, l'industrie marocaine n'arrive pas aujourd'hui à répondre aux exigences de la compétitivité internationale et semble encore loin de développer une capacité d'anticipation et d'adaptation. Cependant, plus qu'une stratégie industrielle, le Maroc a besoin d'une politique de développement territorial intégré (El Kadiri, N. 2008) à même d'atténuer l'ampleur des déséquilibres entre les différentes régions du pays. Par ailleurs, notre analyse des principales grandeurs et indicateurs de compétitivité de l'industrie marocaine, principalement, des Métiers Mondiaux du Maroc durant la période 2005-2020, et leur comparaison avec un échantillon des pays concurrents, à montrer que la compétitivité de l'industrie marocaine s'est améliorée d'une manière relative dans la durée, mais cette amélioration demeure faible. Notre politique industrielle n'a pas connu de spécialisation, mais parfois même une déspecialisation. C'est pourquoi nos échanges internationaux s'est heurtés à plusieurs handicaps (une économie mal adaptée à la demande mondiale, une spécialisation à faible intensité et très fragile du point de vue de constitution). Ainsi, les liens entre les activités industrielles ne sont pas bien structurés. Car, notre tissu industriel est constitué des unités isolées les unes des autres, et quand il y a une possibilité d'une présence forte dans certains secteurs, la coopération industrielle fait défaut. Aussi, la politique de développement industrielle a-t-elle induit des relations distendues entre entreprises et territoire national. À cet effet, le progrès technique, l'innovation, la recherche-développement, la valorisation des ressources humaines et l'utilisation rationnelle des technologies de l'information et de la communication, deviennent des options stratégiques incontournables de compétitivité. Malgré les efforts déployés en vue de booster l'émergence industrielle du Maroc et les résultats encourageants de certains métiers mondiaux du Maroc (l'automobile et l'aéronautique), la

transformation structurelle de l'économie nationale et sa sophistication restent handicapées notamment par une spécialisation axée sur la sous-traitance, une formation défailante et une gouvernance déficiente. La réussite de toute stratégie industrielle au Maroc dépendra aussi bien des facteurs internes sources de la croissance endogène que des facteurs externes favorisant la dynamique exogène. Les facteurs internes concernent entre autres l'adéquation de la formation avec le marché d'emploi, l'effort d'innovation et de recherche, l'amélioration de gouvernance institutionnelle et de l'infrastructure industrielle, la bonne articulation entre les politiques publiques et la cohérence des stratégies sectorielles. Les facteurs externes concernent notamment l'évolution de l'environnement international, le comportement et la pérennité des flux des Investissements Directs Étrangers orientés vers les secteurs stratégiques ainsi que la dynamique des chaînes de valeurs mondiales.

Bibliographie

- Bandt, J. D. (1993). Politiques industrielles et de la concurrence : quelles priorités, quelles combinaisons ? *Revue d'économie industrielle*, 63(1), 207-221.
- Baudry, B. (1993). Partenariat et sous-traitance : une approche par la théorie des incitations. *Revue d'économie industrielle*, Vol. 66, 4eme trimestre, pp. 51.
- Billote, P J. (1997). Concurrence technologique et normalisation : enjeux publics et stratégies industrielles. Edition AFNOR.
- Cheval, J. (1983). Un examen des politiques industrielles des pays de l'OCDE. Analyse de la SEDÉIS.
- Courlet, C. (2007). Territoire et développement économique au Maroc : Le cas des systèmes productifs localisés. Edition l'Harmattan.
- Demazière, C. (2006). Décisions et mise en œuvre des politiques économiques : de l'État souverain au polycentrisme institutionnel. *Cahiers français* N°335.
- El Kadiri, N. (2008). Développement territorial et politique industrielle au Maroc : Entre impératifs économiques et enjeux sociaux et politiques.
- Gaffard, J- L. (2012). Compétitivité et développement industriel : un défi Européen. OFCE et SKEMA Business School.
- Ha-Joon, Chang. (2006). Sur la relation entre les institutions et le développement économique. *Revue d'économie politique*, N° 30, 53-67.
- Humbert, M. (1995). Élargissement des fondements théoriques standards des politiques industrielles. *Revue d'économie industrielle*, vol 71, pp.143-162.
- Kwabena, N.O. (2013). Politiques industrielles en Afrique de l'ouest. Publication de Friedrich-Ebert-Stiftung.
- Morvan, Y. (1991). Fondements d'économie industrielle. 2ème édition, Economica.
- Niosi, J et Bellon, B. (1995). « Une interprétation évolutionniste des politiques industrielles » *Revue d'économie industrielle*, vol. 71(1), 213-226.
- Piermay, J-L (2011). L'attractivité sans le territoire ? L'industrie marocaine a-t-elle besoin du territoire ? *Annales de géographie* n°678.
- Reich, R. (1997). L'économie mondialisée. Edition Dunod. pp. 23-67.
- Robinson, J. (2010). Politique industrielle et développement : analyse en termes d'économie politique. *Revue d'économie du développement*, 18, 21-45.
- Van Ha Nguyen. (2011). Stratégie d'industrialisation et compétitivité de l'économie vietnamienne. *Economies et finances*.